

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

Vendredi 17 Octobre 2025



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn



PRESSE EN LIGNE

RTS. « IL S'AGISSAIT D'UNE DETTE DISSIMULÉE, ET ELLES ONT EU LE COURAGE DE LA RÉVÉLER » : LE FMI SALUE LA TRANSPARENCE SÉNÉGALAISE

En marge des Assemblées annuelles du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, la Directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, a salué la démarche des autorités sénégalaises de dévoiler une dette jusque-là cachée. « Il s'agissait d'une dette dissimulée, et elles ont eu le courage de la révéler », a-t-elle déclaré, mettant l'accent sur la transparence retrouvée. Lors d'une conférence de presse, elle a été questionnée sur la divergence apparente entre les propos optimistes du FMI et les récents déclassés de la note souveraine du Sénégal. Elle a expliqué que révéler la dette cachée a nécessité du temps : « comprendre pourquoi cela s'était produit, en mesurer l'ampleur et déterminer la marche à suivre ». Aujourd'hui, selon elle, la situation est clarifiée : le Sénégal a formellement sollicité un programme auprès du FMI, et l'institution a rapidement apporté une réponse. Mme Georgieva a rencontré la délégation sénégalaise pour entamer des discussions sur les objectifs et modalités du programme, et une mission du FMI sera dépêchée à Dakar à l'issue des Assemblées.

<https://www.rts.sn/actualite/detail/economie/il-sagissait-dune-dette-dissimulee-et-elles-ont-eu-le-courage-de-la-reveler-le-fmi-salue-la-transparence-senegalaise>

LE SOLEIL. Kristalina Georgieva, DG Fmi : « Avec une bonne gestion, le Sénégal peut réaliser beaucoup de choses »

Interrogée sur la situation du Sénégal, la directrice générale du Fonds monétaire international (Fmi) s'est montrée rassurante. « Le Sénégal a un grand potentiel. Avec une bonne gestion, le Sénégal peut réaliser beaucoup de bonnes choses pour son peuple », a-t-elle dit d'emblée. La patronne du Fmi a ensuite évoqué les péripéties qui ont abouti à cette convergence de vues. « Il y avait une dette cachée, et les autorités l'ont mise en lumière. L'évaluation de la raison pour laquelle cela s'est produit, son ampleur et ce qu'il faut faire à ce sujet a pris un certain temps, mais maintenant nous avons de la clarté », a-t-elle dit. Et une fois cette étape franchie, le Sénégal a demandé un programme du Fonds, qui n'a pas tardé à répondre. « J'ai rencontré la délégation sénégalaise ici. Nous avons eu une discussion très constructive sur ce que pourraient être les objectifs d'un programme, comment s'y prendre, et nous enverrons une équipe immédiatement après les réunions annuelles au Sénégal. Donc, en ce sens, nous avons agi dès que les conditions l'ont permis », a-t-elle détaillé.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/kristalina-georgieva-dg-fmi-avec-une-bonne-gestion-le-senegal-peut-realiser-beaucoup-de-choses/>

SIKA FINANCE. Sénégal : Le FMI prêt à relancer un nouveau cycle de financement

https://www.sikafinance.com/premium/senegal-le-fmi-pret-a-relancer-un-nouveau-cycle-de-financement_56881



PRESS AFRIK. Rencontre UEMOA-FMI : un plaidoyer pour un cadre d'évaluation plus adapté aux réalités africaines

En marge des Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale, les ministres sénégalais des Finances et du Budget, Cheikh Diba, et de l'Économie, du Plan et de la Coopération, Abdourahmane Sarr, ont participé à la traditionnelle rencontre de haut niveau entre les autorités de l'UEMOA et le Département Afrique du FMI. Lors de cette session d'échanges, le Président du Conseil des ministres de l'UEMOA, Sani Yaya, le Président de la Commission de l'Union, Abdoulaye Diop, ainsi que le Président de la Banque Ouest Africaine de Développement, Serge Ekue, ont insisté sur la nécessité de revoir le cadre d'évaluation du FMI afin de mieux l'adapter aux réalités économiques africaines. Ils ont appelé à « une approche plus contextualisée, plus équitable et plus représentative des dynamiques économiques en cours sur le continent ».

https://www.pressafrik.com/Rencontre-UEMOA-FMI-un-plaidoyer-pour-un-cadre-d-evaluation-plus-adapte-aux-realites-africaines_a296302.html

PRESS AFRIK. Washington : Cheikh Diba et Ousmane Diagana renforcent la coopération pour un développement durable

En marge des Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale à Washington, le ministre des Finances et du Budget, Cheikh Diba, a rencontré Ousmane Diagana, vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Cette entrevue a permis de consolider un partenariat jugé exemplaire entre Dakar et l'institution de Bretton Woods. Les échanges ont porté sur la mise en œuvre prochaine d'une nouvelle stratégie-pays axée sur trois priorités : la santé, avec l'initiative Pharma 2030 pour la production locale de médicaments, les énergies renouvelables et l'agriculture, ainsi que la formation et l'employabilité des jeunes à travers le programme Skills for Jobs. Cheikh Diba a salué "l'accompagnement constant" de la Banque mondiale et la qualité de la coopération technique entre les deux parties.

https://www.pressafrik.com/Washington-Cheikh-Diba-et-Ousmane-Diagana-renforcent-la-cooperation-pour-un-developpement-durable_a296288.html

LE SOLEIL. Budget 2026 : les recettes projetées à 5 932,2 milliards de FCFA

Projeté à 5932,2 milliards de FCfa, le budget du Sénégal sera essentiellement financé par les recours aux marchés financiers, aux emprunts projets, aux emprunts programmes et aux emprunts rétrocedés. C'est ce qui ressort du projet de budget. On en sait un peu plus sur le budget 2026 du Sénégal. D'après le Projet de Loi de finances initiale de l'année 2026, les recettes sont projetées à 5932,2 milliards de FCfa dont 5384,8 milliards de recettes fiscales, 355,9 milliards de recettes non fiscales et 46,3 milliards de dons. Le document dont nous avons reçu copie indique que le besoin de financement de l'État, en 2026, est projeté à 6075,2 milliards de FCfa. Ils financeront principalement l'amortissement de la dette estimée à 4307,4 milliards de FCfa, le déficit budgétaire estimé à 1245,1 milliards, l'apurement des arriérés intérieurs à hauteur de 300 milliards de FCfa, les emprunts rétrocedés pour 172,8 milliards et la couverture du déficit Opex pour un montant de 50 milliards de FCfa.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/budget-2026-les-recettes-projetees-a-5-9322-milliards-de-fcfa/>

SUD QUOTIDIEN. Budget 2026 du Sénégal : l'État accélère la consolidation budgétaire



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn

Avec un déficit ramené à 5,37 % du Produit Intérieur Brut (PIB) et une croissance attendue à 5 %, le projet de Loi de Finances 2026 traduit la volonté du gouvernement d'allier assainissement des comptes publics et relance de l'économie nationale. Le Projet de Loi de Finances (PLF) 2026 repose sur un ensemble d'hypothèses économiques prudentes, mais optimistes. Le déficit budgétaire est arrêté à 5,37 % du PIB, avec un objectif clair : atteindre 3 % dès 2027, conformément aux critères de convergence de l'Union Economique Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). La croissance du PIB est projetée à 5 %, portée principalement par le secteur primaire (+6,1 %), le tertiaire (+5,4 %) et, dans une moindre mesure, le secondaire (+2,9 %). Hors agriculture et hydrocarbures, la croissance devrait atteindre 5,5 % en 2026 contre 3,7 % en 2025, illustrant un dynamisme retrouvé du tissu productif.

<https://www.sudquotidien.sn/budget-2026-du-senegal-letat-accelere-la-consolidation-budgetaire/>

PRESS AFRIK. Déficit budgétaire : le Sénégal vise une baisse à 5,2 % d'ici 2026

Le Sénégal veut réduire son déficit budgétaire à 5,2 % d'ici 2026, contre 7,8 % actuellement, a annoncé Bassirou Sarr, directeur de cabinet du ministère des Finances et du Budget. Présent aux assises de l'entreprise organisées par le Conseil national du patronat (CNP), il a précisé que cet objectif "traduit la volonté de l'État de dépenser moins et de solliciter moins les entreprises et les consommateurs". Selon lui, cette politique d'assainissement permettra de "laisser davantage de richesse circuler dans le secteur privé", dans un contexte où le gouvernement mise sur une relance tirée par l'investissement productif. Sur la dette intérieure, Bassirou Sarr a fait savoir qu'un "effort exceptionnel de 529 milliards de francs CFA" a été engagé dans la loi de finances rectificative 2025, dont 218 milliards déjà exécutés, soit un taux de 87 %.

https://www.pressafrik.com/Deficit-budgetaire-le-Senegal-vise-une-baisse-a-52-d-ici-2026_a296287.html

PRESS AFRIK. Projet de loi de finances 2026 : le gouvernement mise sur l'innovation fiscale pour générer 762,6 milliards FCFA

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique économique et sociale, le projet de loi de finances pour 2026 s'articule autour de plusieurs axes majeurs visant à restaurer la crédibilité et la viabilité des finances publiques. Le gouvernement a rendu public le projet de loi de finance pour l'année 2026. Le document parcouru par PressAfrik mise résolument sur l'innovation fiscale. Avec une stratégie de mobilisation des recettes, le gouvernement table sur 762,6 milliards de F Cfa de revenus additionnels. Ce pactole proviendra principalement de la taxation inédite de secteurs à fort potentiel comme les jeux de hasard (300 milliards de F Cfa) et la mobile money (76,5 milliards de F Cfa), ainsi que du relèvement de la fiscalité sur le tabac et l'alcool. Selon le document, "L'assainissement des finances publiques se poursuivra par le biais d'une consolidation budgétaire à court terme".

https://www.pressafrik.com/Projet-de-loi-de-finances-2026-le-gouvernement-mise-sur-l-innovation-fiscale-pour-generer-7626-milliards-FCFA_a296266.html

CHALLENGES ECONOMIE. Sénégal : la nécessité d'une évaluation plus nuancée des risques souverains



Le 10 octobre 2025, nous avons assisté à la dégradation de la note du Sénégal de B3 à Caa1 par l'Agence de notation Moody's. C'est la troisième dégradation de sa note souveraine, par cette même agence, en moins d'un an. Le Sénégal n'est pas seul dans ce contexte. D'autres pays africains comme Madagascar, le Rwanda, l'Ouganda, et la Tanzanie etc. sont considérés comme connaissant un risque réel de crise. Une décision justifiée selon l'Agence de notation Moody's par la situation économique préoccupante du pays, avec un déficit budgétaire de 14% et un encours de dette publique représentant 119% du PIB (Produit intérieur brut). Le reproche que les autorités sénégalaises font à l'agence de notation est que l'évaluation ne reflète ni la réalité des fondamentaux économiques du pays, ni les mesures de politique publique mises en œuvre pour consolider la stabilité budgétaire et renforcer la soutenabilité de la dette. Cet argument pourrait être crédité dans la mesure où, l'histoire récente du monde de la finance a montré que certaines notations ne reflétaient pas toujours la réalité économique de l'entreprise ou du pays évalué. Pour les entreprises, nous avons vu en décembre 2001, une société Enron en catégorie "investissement" la meilleure, faire faillite quatre jours plus tard.

<https://challengeseconomiques.com/?p=8444>

APS. Serigne Guèye Diop appelle à une industrialisation souveraine et concertée

Le Sénégal dispose d'une fenêtre d'opportunité historique pour accélérer son industrialisation et renforcer sa souveraineté économique, à condition que l'État et le secteur privé unissent leurs efforts autour de programmes structurants, a déclaré, jeudi, à Dakar, le ministre de l'Industrie et du Commerce, Serigne Guèye Diop. "A la faveur de la reprise mondiale et de la transformation structurelle en cours, le Sénégal a devant lui une fenêtre d'opportunité pour accélérer son industrialisation, renforcer sa souveraineté économique, créer des emplois durables pour la jeunesse", a-t-il notamment dit. Mais "ces objectifs ne seront atteints que si l'État et le secteur privé agissent de concert, avec des programmes structurants, une vision claire et des moyens déployés sur le terrain", a ajouté Serigne Guèye Diop, en présidant la cérémonie officielle d'ouverture des assises de l'entreprise du Conseil national des entreprises du patronat du Sénégal (CNP).

<https://aps.sn/serigne-gueye-diop-appelle-a-une-industrialisation-souveraine-et-concertee/>

RTS. AGRICONNECT 2025 : LE SÉNÉGAL AFFICHE SON AMBITION POUR UNE AGRICULTURE SOUVERAINE ET MODERNE

Le Sénégal a marqué sa présence à AgriConnect 2025, forum international consacré à la transformation de l'agriculture africaine. La délégation sénégalaise, conduite par le ministre de l'Agriculture, Dr Mabouba Diagne, y a exposé une feuille de route ambitieuse fondée sur la souveraineté alimentaire, la modernisation des outils de production et la création d'emplois durables. Sous la direction du Président Bassirou Diomaye Faye et du Premier ministre Ousmane Sonko, l'État a fait de l'agriculture un pilier central de son projet de société. Cette orientation se traduit par un investissement public record de 130 milliards de FCFA pour l'année en cours, confirmant la priorité nationale accordée au secteur agro-sylvo-pastoral.

<https://www.rts.sn/actualite/detail/economie/agriconnect-2025-le-senegal-affiche-son-ambition-pour-une-agriculture-souveraine-et-moderne>



CONFIDENTIEL AFRIQUE. Sénégal- Conseil National du Patronat: Un raout stratégique à la confluence des défis et perspectives de l'entreprise (Par Confidentiel Afrique)

Ce 16 octobre 2025 , les assises de l'entreprise du Conseil National du Patron du Sénégal ont été officiellement lancées au King Fahd Palace, à Dakar sous la présence effective de M. Baidy Agne, Président du CNP, du ministre des Infrastructures M. Dethié Fall, du ministre du commerce et des industrie M. Serigne Gueye Diop, du ministre du travail M. Olivier Boucal et celui de la formation Professionnelle M. Moustapha Ndieck Sarré. De belle moissons en termes d'investissements en perspectives pour booster l'agenda national de transformation Sénégal 2050. Placé sous le thème général "économie compétitive, souveraine et génératrice d'emplois durables" cette rencontre de haut niveau qui va se poursuivre jusqu'à vendredi 17 octobre a réuni les acteurs clés du secteur des entreprises. Le CNP offre ainsi un espace de partage entre l'Etat et le secteur privé , une manière de cultiver une alliance plus forte.

<https://confidentielafrique.com/senegal-conseil-national-du-patronat-un-raout-strategique-a-la-confluence-des-defis-et-perspectives-de-lentreprise-par-confidentiel-afrique/>

APS. Le secteur privé invité à s'engager davantage dans les projets du gouvernement

Le ministre des Infrastructures, Déthié Fall, a invité les entreprises et les investisseurs présents aux assises de l'entreprise du Conseil national du patronat (CN), jeudi, à Dakar, à renforcer leur contribution à la réalisation et à l'achèvement des projets et programmes publics. "Le ministère des Infrastructures compte énormément sur vous pour que tous les chantiers puissent sortir de terre, pour que ceux qui sont déjà entamés soient rapidement achevés", a-t-il dit. M. Fall a évoqué les grands projets ferroviaires, routiers, portuaires et universitaires du pays. Il a cité la ligne ferroviaire Dakar-Tambacounda, qui fait partie des "urgences présidentielles", et l'extension de l'aéroport international Blaise-Diagne, dont la capacité devrait passer de 3 à 10 millions de passagers par an à court terme.

<https://aps.sn/dethie-fall-appelle-le-s-investisseurs-a-sengager-davantage-dans-les-realisation-des-projets-structurants-du-gouvernement/>

SUD QUOTIDIEN. Assises de l'entreprise 2025 : Baidy Agne plaide pour un nouveau pacte entre l'État et le secteur privé

Ouvrant les Assises de l'Entreprise 2025, le président du Conseil National du Patronat (CNP) a appelé à une mobilisation nationale autour d'une ambition partagée : construire une économie souveraine, compétitive et créatrice d'emplois durables. Placées sous le thème « Croissance plus, économie compétitive, souveraineté et emplois durables au Sénégal », les Assises de l'Entreprise 2025 ont été ouvertes par Baidy Agne, président du CNP, dans une atmosphère empreinte d'unité et de détermination. « Ce thème traduit une exigence commune : faire du développement économique un projet durable, inclusif et profondément ancré dans nos capacités nationales », a-t-il déclaré d'emblée, saluant la convergence de vues entre le patronat et les nouvelles autorités.

<https://www.sudquotidien.sn/assises-de-lentreprise-2025-baidy-agne-plaide-pour-un-nouveau-pacte-entre-letat-et-le-secteur-prive/>



AGENCE ECOFIN. Era Dabla-Norris (FMI) : « L'Afrique doit faire mieux avec ses ressources, pour bâtir sa prospérité »

Era Dabla-Norris (FMI) : « L'Afrique peut faire mieux avec ses ressources, pour améliorer sa prospérité » L'édition d'octobre 2025 du rapport de suivi du Moniteur des finances publiques du Fonds monétaire international (FMI) examine la viabilité budgétaire et l'efficacité des dépenses publiques dans un contexte de croissance post-pandémique atone, d'augmentation de la dette, de pressions sociales et de baisse de l'aide aux pays africains à faible revenu. Il pose la question : comment « faire plus avec moins » ? Relancer la croissance exige une composition budgétaire plus intelligente et une plus grande efficacité, et non une hausse des dépenses — ce qui est essentiel pour répondre aux contraintes auxquelles l'Afrique subsaharienne est confrontée.

<https://www.agenceecofin.com/actualites/1610-132404-era-dabla-norris-fmi-lafrique-doit-faire-mieux-avec-ses-ressources-pour-batir-sa-prosperte>

APA NEWS. Afrique subsaharienne: une croissance résiliente de 4,1 % en 2025

Malgré un environnement mondial tendu et une dette publique élevée, le Fonds monétaire international (FMI) estime que l'Afrique subsaharienne devrait afficher un taux de croissance à 4,1% en 2025. Le Fonds monétaire international (FMI) estime que l'Afrique subsaharienne dispose encore d'une marge de résilience, à condition d'intensifier la mobilisation de ses ressources internes et d'améliorer la gestion de sa dette. La sous-région devrait afficher une croissance moyenne de 4,1 % en 2025, avant un léger regain en 2026, selon la dernière édition des Perspectives économiques régionales publiée par l'institution. Le rapport, intitulé « Tenir bon », salue la résilience de la région face à un environnement mondial difficile, marqué par la faiblesse des prix du pétrole, la baisse de l'aide au développement et le durcissement des conditions d'emprunt.

<https://fr.apanews.net/senegal/afrique-subsaharienne-une-croissance-resiliente-de-41-en-2025/>



ACTUALITÉS INTERNATIONALES

À Washington, le ministre des Finances sénégalais et sa délégation ont reçu des signes rassurants du Fonds monétaire international, alors que le gouvernement tente depuis plus d'un an de débloquer un prêt de 1,5 milliard d'euros. Les autorités au pouvoir depuis 2024 accusent le précédent gouvernement, du président Macky Sall, d'avoir dissimulé les vrais chiffres de la dette publique et du déficit budgétaire. Une bouffée d'oxygène, enfin, pour l'économie sénégalaise ? En mal de financements pour mettre en œuvre son programme politique, le gouvernement a reçu des signes positifs à Washington, où se tient, du 13 au 18 octobre, la réunion annuelle du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale. «Le Sénégal a fait une demande de



programme d'aide auprès du Fonds et nous avons immédiatement répondu. J'ai rencontré la délégation sénégalaise ici [...] et nous allons envoyer [dans le pays] une équipe dès la fin des réunions annuelles", a déclaré la directrice générale du Fonds, Kristalina Georgieva, lors d'une conférence de presse, le jeudi 16 octobre.

https://www.courrierinternational.com/article/economie-au-senegal-un-accord-avec-le-fmi-signerait-il-la-fin-de-la-traversee-du-desert_236389

LE MONDE AFRIQUE. Le FMI a « répondu immédiatement » à la demande d'aide du Sénégal

Dakar est confronté à une situation économique préoccupante, avec un déficit budgétaire de 14 % et un encours de dette publique représentant 119 % du PIB. Le Fonds monétaire international (FMI) a « répondu immédiatement à la demande d'un programme d'aide de la part du gouvernement sénégalais », a assuré jeudi 16 octobre la directrice générale du fonds, Kristalina Georgieva, qui a réitéré son soutien aux autorités « pour avoir mis à jour l'immense problème » que représentait la dissimulation de la dette publique. « Le Sénégal a fait une demande de programme d'aide auprès du fonds et nous avons immédiatement répondu. J'ai rencontré la délégation sénégalaise ici (...) et nous allons envoyer une équipe dès la fin des réunions annuelles », qui s'étendent jusqu'à samedi, a assuré Mme Georgieva lors d'une conférence de presse.

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/10/17/le-fmi-a-repondu-immEDIATEMENT-a-la-demande-d-aide-du-senegal_6647726_3212.html

LE MONDE AFRIQUE. Sénégal : un Livre blanc pour rétablir « la vérité historique » sur le massacre de tirailleurs par l'armée française

L'ouvrage de 300 pages, rédigé par un comité de chercheurs dirigé par l'historien sénégalais Mamadou Diouf a été remis au président, Bassirou Diomaye Faye, jeudi. Un Livre blanc sur le massacre de Thiaroye, près de Dakar, où des tirailleurs africains qui réclamaient leurs soldes ont été massacrés par l'armée française en 1944, a été remis jeudi 16 octobre au président sénégalais, qui l'a qualifié d'« étape décisive dans la réhabilitation de la vérité historique » sur l'un des derniers dossiers mémoriels douloureux entre la France et le Sénégal. « La cérémonie qui nous réunit aujourd'hui ne célèbre pas un souvenir, elle consacre un acte de vérité », a lancé le chef de l'Etat sénégalais, Bassirou Diomaye Faye, au cours de cette cérémonie de remise du Livre blanc rédigé par un comité de chercheurs dirigé par l'historien sénégalais Mamadou Diouf, en présence du premier ministre, Ousmane Sonko, et de membres du gouvernement sénégalais.

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/10/17/senegal-un-livre-blanc-pour-rehabiliter-la-verite-historique-sur-le-massacre-de-tirailleurs-par-l-armee-francaise_6647739_3212.html

H24 INFO. Le FMI alerte sur les risques d'une croissance mondiale atone

La croissance mondiale devrait rester stable, mais aussi décevante en raison de l'augmentation de la dette publique dans plusieurs pays et la pression exercée par la hausse des dépenses de défense sur les finances publiques, selon la dernière édition du « Moniteur des finances publiques 2025 » du Fonds monétaire international (FMI). D'après ce document, publié en marge des Assemblées annuelles du FMI et du Groupe de la Banque Mondiale qui se tiennent à Washington, les dernières décennies



ont donné lieu à un déclin de la part de l'investissement public dans le total des dépenses, à une stagnation des dépenses consacrées à l'enseignement public, et à un manque d'efficacité des dépenses.« Les pouvoirs publics doivent prendre des mesures vigoureuses visant à raffermir la croissance économique et rationaliser les dépenses publiques pour améliorer les niveaux de vie et atténuer les tensions budgétaires », recommande le FMI.

<https://h24info.ma/economie/le-fmi-alerte-sur-les-risques-dune-croissance-mondiale-atone/>

RFI. Perspectives économiques du FMI pour l'Afrique: «Face aux crises, les pays ne sont pas impuissants»

Le Fonds monétaire international (FMI) vient de publier ses perspectives économiques régionales annuelles pour l'Afrique subsaharienne. Dans un contexte de baisse de l'aide publique, de bouleversement du commerce international et des manifestations de la Gen Z, ce rapport vient analyser les mutations en cours. Amadou Sy, le directeur des études au département Afrique du FMI, décrypte les grandes tendances pour RFI. RFI : Que faut-il retenir de la croissance sur le continent ? Amadou Sy : La croissance devrait enregistrer un léger regain en 2026 pour atteindre environ 4,4 % après s'être stabilisée à 4,1 % cette année et l'année passée. Cette résilience est favorisée par la stabilisation macroéconomique et des réformes en cours dans plusieurs pays. L'Éthiopie affiche un taux de croissance attendu de 7,6 % l'année prochaine, le Nigeria 4,2 %, et l'Ouganda 7,6 %. On peut citer également la bonne performance du Bénin et de la Côte d'Ivoire.

<https://www.rfi.fr/fr/%C3%A9conomie/20251016-perspectives-%C3%A9conomiques-du-fmi-pour-l-afrique-face-aux-criSES-les-pays-ne-sont-pas-impuissants>

RFI. Avec le Forum RDC-États-Unis à Washington, Kinshasa cherche à s'attirer davantage d'investissements

Kinshasa veut susciter davantage d'investissements américains, notamment lors du premier Forum RDC-États-Unis, mardi 14 octobre. La Première ministre Judith Suminwa, ainsi que huit membres du gouvernement congolais et plusieurs conseillers du président Félix Tshisekedi, ont participé à cet événement à Washington, consacré à l'investissement. Cela pour convaincre les acteurs du secteur privé américain, notamment dans les mines, de miser sur le potentiel congolais. Le 17 juillet dernier, à Kinshasa, le gouvernement congolais a signé un accord de principe avec la société américaine Kobold Metals. Sept permis d'exploration lui ont été accordés, dans les provinces du Haut-Lomami et du Tanganyika. Et cette semaine, au forum d'investissement RDC-États-Unis organisé à Washington, deux autres provinces de la même région ont été mises en avant : le Haut-Katanga et le Lualaba, riches entre autres en cuivre, cobalt et zinc.

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20251017-avec-le-forum-rdc-%C3%A9tats-unis-%C3%A0-washington-kinshasa-cherche-%C3%A0-s-attirer-davantage-d-investissements>

JEUNE AFRIQUE. Quelles économies africaines sont les plus dépendantes des mines ?



Le Mining Contribution Index 2025, qui vient de paraître, dessine le portrait d'un continent à l'économie encore trop assujettie à ses ressources minières, et qui peine à en extraire le maximum de revenus, malgré son rôle clé dans la transition énergétique mondiale. Le cuivre, l'or ou le fer continuent de dicter la trajectoire économique et budgétaire de nombreux pays africains. La septième édition du « Mining Contribution Index » publiée par l'International Council on Mining and Metals (ICMM), début octobre, le confirme : sept des dix économies les plus dépendantes des mines dans le monde sont africaines. Une situation qui traduit à la fois la vitalité du...

<https://www.jeuneafrique.com/1730690/economie-entreprises/quelles-economies-africaines-sont-les-plus-dependantes-des-mines/>

LE MONDE. Les populations pauvres sont plus directement exposées aux chocs climatiques, alerte l'ONU

Dans un rapport paru vendredi, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) détaille « la concomitance de la pauvreté et des aléas climatiques », qui concerne près de 900 millions de personnes sur la planète. Près de 80 % des pauvres dans le monde, soit près de 900 millions de personnes, sont plus directement exposés à des aléas climatiques, renforcés par le réchauffement de la planète, un « double fardeau » sur lequel alerte l'ONU, vendredi 17 octobre. Canicules, sécheresses, inondations... « Personne n'est épargné par les impacts de plus en plus forts et fréquents du changement climatique (...), mais les plus pauvres d'entre nous sont le plus durement touchés », a commenté Haoliang Xu, administrateur par intérim du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). La COP30, prévue au Brésil en novembre, « doit être l'occasion pour les dirigeants mondiaux de considérer l'action climatique comme une action contre la pauvreté », a-t-il dit dans une déclaration écrite à l'Agence France-Presse.

https://www.lemonde.fr/planete/article/2025/10/17/les-populations-pauvres-sont-plus-directement-exposees-aux-chocs-climatiques-alerte-l-onu_6647737_3244.html

BFMTV. De 6,3% à 5,9% du PIB: les droits de douane "record" de Donald Trump vont légèrement réduire le déficit américain

Les recettes douanières ont plus que doublé (+142%), pour atteindre 202 milliards de dollars en septembre 2025, contre 84 milliards un an plus tôt.

Le déficit des États-Unis a légèrement reculé au cours de l'année écoulée, grâce aux recettes douanières record générées par l'offensive protectionniste tous azimuts du président Donald Trump. Entre octobre 2024 et septembre 2025, le déficit public de la première économie mondiale s'est légèrement résorbé, de 2%, pour s'élever à 1.775 milliards de dollars (-41 milliards par rapport à 2024), a annoncé jeudi 16 octobre le ministère américain des Finances. Sur la période, les recettes douanières - qui comprennent les droits de douane - ont plus que doublé (+142%), pour atteindre 202 milliards de dollars, un "record" selon le ministère. Depuis son retour au pouvoir en janvier, le président Donald Trump a fortement relevé les droits de douane sur les produits entrant aux États-Unis, générant des ressources accrues.

https://www.bfmtv.com/economie/international/de-6-3-a-5-9-du-pib-les-droits-de-douane-record-de-donald-trump-vont-legerement-reduire-le-deficit-americain_AD-202510160919.html



LE FIGARO. Le solaire, champion mondial des énergies renouvelables, tiré par la Chine et l'Inde

Malgré l'élan sur le photovoltaïque, les investissements en renouvelables restent insuffisants pour tenir les objectifs de transition. En cause: un recul des réglementations et de la volonté politique. Près d'Urumqi, dans le Xinjiang chinois, la plus grande ferme solaire au monde affiche une capacité supérieure à 5 gigawatts (GW), de quoi répondre aux besoins d'un petit pays comme le Luxembourg pendant un an. En Inde, dans le désert de l'État du Gujarat, un parc colossal produira bientôt jusqu'à 30 GW d'énergie verte, essentiellement solaire, soit l'équivalent de près de la moitié de la capacité nucléaire française.

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/le-solaire-champion-mondial-des-energies-renouvelables-tire-par-la-chine-et-l-inde-20251017>

FRANCE 24. Présidentielle en Bolivie : le lithium au cœur des promesses économiques des candidats

À l'approche du second tour de la présidentielle, la Bolivie cherche un nouveau souffle économique. Après deux décennies de socialisme, le pays fait face à un net ralentissement de la croissance. Le "triangle d'or du lithium", dont elle détient une part majeure, alimente aujourd'hui de grands espoirs de relance. La Bolivie aborde le scrutin présidentiel de dimanche dans un contexte économique délicat. Après les années de forte expansion sous Evo Morales, puis Luis Arce, la croissance s'est essoufflée : elle ne dépasse plus 0,6 %, tandis que l'inflation atteint près de 25 % et la dette publique avoisine 95 % du PIB. Les réserves de change, elles, sont au plus bas. Dans ce climat tendu, le lithium, dont la Bolivie détient plus de 20 % des réserves mondiales, occupe une place centrale dans le débat public.

<https://www.france24.com/fr/%C3%A9missions/info-%C3%A9co/20251016-pr%C3%A9sidentielle-en-bolivie-le-lithium-au-c%C5%93ur-des-promesses-%C3%A9conomiques-des-candidats>

FRENCH.CHINA.ORG. L'IPC et l'IPP de la Chine montrent une tendance à la stabilisation

Les prix à la consommation et les prix départ usine de la Chine ont montré de nouveaux signes de stabilisation en septembre, alors que la reprise de la demande intérieure, la modernisation industrielle et les mesures de soutien politique ont contribué à atténuer la baisse des prix et à renforcer la dynamique de l'inflation sous-jacente, ont déclaré des analystes mercredi. Le Bureau national des statistiques (BNS) a indiqué que l'indice des prix à la consommation (IPC), principal indicateur de l'inflation, avait reculé de 0,3 % en glissement annuel en septembre, après une baisse de 0,4 % en août. L'IPC sous-jacent, qui exclut les prix volatils des produits alimentaires et de l'énergie et est considéré comme un meilleur indicateur de la situation de l'offre et de la demande, a augmenté de 1 % en glissement annuel en septembre, contre 0,9 % en août, selon le BNS. Wen Bin, économiste en chef à la China Minsheng Bank, a indiqué que les prix avaient poursuivi leur tendance à la hausse en septembre, grâce à la libération du potentiel de consommation, à la modernisation industrielle et à l'optimisation continue de la concurrence sur le marché.

http://french.china.org.cn/business/txt/2025-10/17/content_118128974.htm



LES ECHOS. Budget 2026 : cette « taxe holding » qui suscite déjà la polémique

Bercy invite à la prudence sur le rendement de sa nouvelle taxe sur le patrimoine financier des holdings. L'opposition considère que le dispositif risque d'être inopérant. A peine mise sur la table par le gouvernement, la taxe sur les holdings suscite déjà le scepticisme de l'opposition, tant sur ce qu'elle doit rapporter que sur ses modalités. Et les critiques des avocats fiscalistes qui alertent sur les conséquences négatives du dispositif. Supposée contrer les pratiques d'optimisation fiscale, cette nouvelle mesure sur le patrimoine financier des holdings, qui figure à l'article 3 du projet de loi de finances (PLF), doit afficher « 1 milliard d'euros de rendement », a affirmé la ministre des Comptes publics, Amélie de Montchalin, en audition devant la commission des Finances de l'Assemblée.

<https://www.lesechos.fr/economie-france/budget-fiscalite/budget-2026-cette-taxe-holding-qui-suscite-deja-la-polemique-2192864>

BFMTV. Une première mondiale qui n'a pris que 20 jours: un porte-conteneurs chinois a livré l'Europe en passant par le pôle Nord (et c'est Moscou qui se frotte les mains)

Un porte-conteneurs vient de relier la Chine à l'Europe en seulement 20 jours, en passant par la route Arctique. En évitant le canal de Suez, cette nouvelle ligne maritime chinoise, permise par la fonte des glaces, vient chambouler les grands équilibres du commerce mondiale. C'est une première mondiale: cette semaine, un porte-conteneurs chinois a inauguré le premier trajet commercial régulier en passant par l'Arctique (proche du pôle Nord). Un raccourci permis par la fonte des glaces qui divise par deux le temps pour relier la Chine à l'Europe. Une prouesse logistique, mais surtout un symbole géopolitique fort. En toile de fond, Pékin et Moscou s'allient pour transformer l'Arctique en nouvelle artère du commerce mondial.

https://www.bfmtv.com/economie/international/une-premiere-mondiale-qui-n-a-pris-que-20-jours-un-porte-conteneurs-chinois-a-livre-l-europe-en-passant-par-le-pole-nord-et-c-est-moscou-qui-se-frotte-les-mains_AN-202510160680.html

